



## Journée de lutte et de mobilisation le 1<sup>er</sup> mai

**Ensemble, faisons du 1er mai 2017**

**une journée de mobilisation, de lutte et d'expression revendicative exceptionnelle, une journée de rassemblement pour les droits des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.**

**D**epuis plusieurs mois, il est martelé à qui veut l'entendre que le contexte économique et social ne laisserait entrevoir aucune perspective réjouissante. Seuls les lendemains sombres et douloureux seraient la solution inéluctable pour permettre à la France de retrouver sa place parmi les grandes puissances européennes et mondiales.

Les solutions résident dans les valeurs de progrès social, de solidarité et de paix entre les peuples. Quotidiennement la CGT, la FSU et Solidaires apportent leur soutien et participent aux nombreuses luttes des travailleur-euses, des retraités, des privé-es d'emploi, de la jeunesse qui refusent comme unique réponse l'austérité permanente et le partage de la misère. Ces luttes sont plus que légitimes au regard des 56 milliards d'euros de dividendes versés et de rachats d'actions en 2016. Cette situation est notamment permise par un non-contrôle par les pouvoirs publics de l'utilisation des dispositifs CICE et CIR, initialement définis pour inciter à la création d'emploi et au développement de la recherche et développement.

C'est en toute lucidité que nous portons la possibilité et la nécessité de sortir de cette logique de mise en concurrence exacerbée entre les territoires et les populations.

L'opposition systématique entre les pauvres et les moins pauvres, entre salariés et travailleurs indépendants, entre les immigrés et la population française est un leurre qui détourne du vrai débat qui est celui de la dé-financiarisation de l'économie et de l'entreprise et d'un autre partage des richesses.

Sortir de la logique de mise en concurrence entre les territoires et les populations conduit tout naturellement à revendiquer l'abrogation de la loi « Travail » et à accompagner les salarié-es qui refusent son application dans leurs entreprises, à l'instar de la mobilisation des salarié-es du siège de RTE qui ont massivement refusé, lors du premier référendum organisé pour contourner les organisations syndicales, une détérioration de leurs conditions de travail et de vie au travail.

Il convient aussi de favoriser les investissements créateurs d'emplois dans l'industrie et dans les services sur l'ensemble du territoire. L'équilibre social et économique du territoire nécessite le redéploiement de services publics de proximité abandonnant les logiques financières au profit de la réponse à l'intérêt général.

Il est inconcevable que certains perdent leur vie au travail pendant que d'autres la perdent car ils n'en ont pas, ou sont trop peu rémunérés. Cela doit passer par la valorisation du travail par une augmentation significative des minima sociaux, du Smic, un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle et l'établissement de la durée légale du temps de travail à 32 heures.

Toutes ces propositions sont réalisables à condition de créer le rapport de force qui permette d'inverser le contenu même de la pensée dominante et de sa déclinaison. C'est pourquoi nous invitons l'ensemble des travailleur-euses, privés d'emplois, des retraités porteurs des valeurs de progrès social, de solidarité et de paix à participer dans l'unité la plus large à la manifestation du 1er mai 2017.

**Lundi 1<sup>er</sup> mai**  
**Rendez-vous à 10 h**  
**Place de la Préfecture à AGEN**  
**Rassemblement - manifestation**